

Médicaments, l'invisible pollution de l'eau

Face à l'incertitude, les scientifiques appellent à plus de recherche notamment sur les micropolluants.

Rassurants... mais pas tant que ça. Réunis la semaine dernière à Paris pour la première conférence internationale sur les résidus de médicaments dans l'environnement, quelque 250 chercheurs ont fait le point sur l'état de la recherche en la matière.

Antidépresseurs, antibiotiques, anti-inflammatoires, anticancéreux, produits de contrastes utilisés dans l'imagerie médicale... Depuis 1976 et la première mise en évidence de résidus médicamenteux à la sortie d'une station d'épuration de Kansas City (États-Unis), les connaissances avancent sur ces agents chimiques indésirables retrouvés dans l'environnement à dose infinitésimale. Mais elles restent trop parcellaires.

Ségolène Royal, ministre de l'Environnement, a profité de la tribune de la conférence pour annoncer le lancement d'un «plan micropolluants» 2016-2021. Objectif : protéger les eaux souterraines et de surface en réduisant les émissions à la source, et aider la recherche à mieux connaître et estimer les dangers que représentent les PCB, résidus médicamenteux et autres micropolluants.

Un bilan dressé en 2014 par le ministère de l'Environnement sur l'état chimique des eaux dresse un triste constat : à peine 50 % des eaux continentales de surface seraient en bon état chimique, pour les deux tiers dont l'état est connu ; le taux est à peu près le même pour les eaux des estuaires ; les eaux souterraines et de mer vont un peu mieux avec 67 % des eaux souterraines et les trois quarts des eaux côtières (sur une petite moitié dont l'état est connu) jugées en bon état.

Trop peu d'études

Le champ de recherche reste gigantesque. Comment analyser les 110.000 molécules susceptibles de poser problème selon la Commission européenne, et les 4000 molécules médicamenteuses recensées? Quid de leurs interactions? Des molécules issues des médicaments administrés aux hommes ou aux animaux et excrétées après métabolisation? Des multi-expositions tout au long de la vie, en particulier pour les plus fragiles, via l'eau du robinet et l'alimentation (fruits et légumes contaminés par les boues de stations d'épuration épandues dans les champs, animaux recevant des médicaments...)? Comment connaître précisément les dégâts sur la faune et la flore, tant la diversité des organismes et les interactions des écosystèmes est difficile à reproduire en laboratoire?

Concernant la santé humaine, les experts prônent... un juste milieu scientifique «entre “Circulez, y'a rien à voir” et “Au secours, on va tous mourir”», a suggéré Yves Lévi, professeur de santé publique et environnementale et organisateur du congrès pour l'Académie de pharmacie. «Je bois toujours de l'eau du robinet», a insisté Klaus Kümmerer, professeur en chimie durable à l'université de Leuphana à Lüneburg (Allemagne), tandis qu'Yves Lévi rassurait : «Dans les pays qui ont un système d'épuration, les concentrations de résidus médicamenteux dans les eaux potables sont extrêmement faibles et les risques humains aussi. Mais avec un gros volet d'incertitude...» Tous admettent que les études manquent et que les données sont peu disponibles ou inexistantes. Ainsi, la toxicité à faible dose et à long terme d'un médicament n'est pas étudiée avant sa mise sur le marché, et les études d'impact environnemental sont parcellaires. Quant à l'eau potable, elle est jugée de bonne qualité... mais aucune réglementation n'impose d'y vérifier les résidus médicamenteux.

Améliorer le recyclage

Si l'on peut rêver se débarrasser un jour du pétrole ou du bisphénol A, il n'est évidemment pas envisagé de bannir des médicaments indispensables à la santé. Encourager les industriels à concevoir des produits davantage biodégradables, diminuer les doses prescrites, informer la population sur le bon usage des cosmétiques, améliorer le recyclage des produits non utilisés restent les meilleures pistes.

Quant aux usines de traitement des eaux, nul ne prétend leur réclamer une eau pure : les techniques existantes coûteraient des fortunes, et cela ne serait souhaitable ni dans les rivières (elles ont besoin de matières organiques), ni dans nos verres (il nous faut des minéraux).

«Nous avons d'autres priorités, notamment faire en sorte que plus aucune station d'épuration ne déborde lors des fortes pluies », ajoutait en conférence de presse la représentante du ministère de l'Environnement. Encore a-t-elle fait le déplacement : l'envoyé de l'Agence européenne du médicament n'en a pas eu l'autorisation, se sont vus expliquer les journalistes. Et le ministère de la Santé a... «décliné l'invitation avec un refus très sec, mais non circonstancié».

Par [Soline Roy](#)

Publié le 13/09/2016 à 11:58
Source Le Figaro